

Salaires des fonctionnaires Mobilisation unitaire le 31 mai

Réunies jeudi 5 mai, les huit organisations syndicales de la fonction publique ont lancé un appel commun à la mobilisation le 31 mai, sur les salaires des fonctionnaires, suite au gel du point d'indice en 2012 pour la deuxième année consécutive. Les fonctionnaires sont invités à se mobiliser sous les formes locales les plus appropriées, donc des rassemblements, manifestations ou grèves. Dans leur texte commun, les organisations "condamnent la politique d'austérité salariale qui aggrave encore le contexte marqué par les suppressions d'emploi et la dégradation des conditions de travail".

Les organisations syndicales (CFDT - CFTC - CGC - CGT - FO - FSU - SOLIDAIRES - UNSA), réunies ce jour, condamnent la politique d'austérité salariale menée par le gouvernement à l'égard des agents publics. Celle-ci aggrave encore un contexte marqué par les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail.

Elles dénoncent l'absence de véritables négociations salariales qui auraient dû permettre a minima le maintien du pouvoir d'achat des agents publics pour 2011 et 2012.

Elles contestent le discours du gouvernement consistant à laisser croire que la Fonction publique connaît de véritables hausses de pouvoir d'achat.

Elles rappellent que le contentieux salarial, qui s'accumule depuis presque 10 ans, constitue pour les fonctionnaires une perte de largement plus de 10 % de rémunération. Elles continuent à demander la mise en œuvre rapide de mesures de rattrapage.

Les organisations signataires réaffirment fortement leur attachement au point d'indice, élément central et prioritaire en matière salariale dans la Fonction publique.

En effet, seule la progression du point d'indice permet véritablement de compenser l'inflation et d'assurer une réelle augmentation des salaires, pour tous les fonctionnaires et agents contractuels. C'est pourquoi les organisations syndicales exigent une augmentation immédiate et conséquente du point d'indice, suivie de l'ouverture d'une véritable négociation sur :

Les mesures de rattrapage ;

Une revalorisation des grilles indiciaires ;

Une véritable politique salariale dans la Fonction publique.

Pour ce faire, elles appellent l'ensemble des agents des trois versants de la Fonction publique à se mobiliser fortement le mardi 31 mai prochain, sous les formes locales ou sectorielles les plus appropriées : rassemblements, manifestations, grèves...

ACTION SOCIALE

- Face à la mobilisation unitaire des personnels appuyée par les organisations syndicales représentatives CGT, Solidaires, FO et CFDT,
- grâce aux nombreuses signatures de pétitions par les agents,
- grâce aux boycotts des CDAS par les représentants du personnel amplifiée par le refus des Fédérations de discuter du dossier au niveau ministériel, devant l'insistante demande d'audience auprès du Secrétaire Général de Bercy, *L'administration vient d'annoncer aux organisations syndicales « l'arrêt des travaux et réflexions sur ce projet ».*

C'est une première victoire pour les agents des ministères de Bercy...

Pour les fédérations, cet acquis doit être un point d'appui pour garantir nos revendications

relatives aux moyens alloués à l'action sociale ministérielle, à la création de nouvelles prestations, au droit d'accès à l'action sociale pour l'ensemble des agents des Finances actifs, retraités, fonctionnaires, non-titulaires.

Les fédérations continueront à se battre dans l'unité :

- Pour affirmer et garantir la mise en oeuvre d'une Action Sociale de qualité et de proximité auprès de tous les agents des ministères de Bercy, y compris ceux touchés par la réforme de l'Administration Territoriale de l'Etat,
- Pour maintenir le lien de proximité entre les délégations départementales et les agents,
- Pour assurer les crédits nécessaires à leur fonctionnement
- Pour sauvegarder leurs missions,
- Pour défendre les emplois dans le réseau de l'action sociale des ministères financiers,

...mais il faut rester vigilant !

Face à ce recul de l'administration, qui pour autant n'est peut-être pas définitif, les Fédérations des Finances CGT, SOLIDAIRES, FO et CFDT appellent les agents des Finances à rester mobilisés pour le maintien et le développement de leurs droits à l'action sociale.

Le Front national ou l'imposture sociale

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, alors qu'ils n'en sont en rien responsables. Cette crise menace l'avenir des jeunes, des plus pauvres, met à mal le vivre ensemble et les solidarités ; elle accroît les inégalités, la précarité, l'insécurité sociale, le sentiment de pauvreté et d'exclusion.

Gouvernement et patronat privilégient les plus riches et démontrent de leur incapacité à sortir le pays de la crise et à répondre aux besoins du monde du travail, des citoyens.

Les grandes mobilisations unitaires de 2010 contre la réforme des retraites ont témoigné d'une volonté du plus grand nombre à plus d'égalité, de justice, à une répartition des richesses créés par le travail.

C'est dans ce contexte que le Front National mène une stratégie visant à obtenir le soutien des couches populaires les plus touchées par la crise et les couches moyennes qui s'estiment « déclassées ». Ce changement de costume du FN n'a pas changé la politique de ce parti, fondée sur le concept de préférence nationale, et pour cette raison et bien d'autres, n'en fait pas un parti républicain comme les autres. Il mène aussi une offensive contre les organisations syndicales, dont la CGT maniant l'anathème contre ceux qui luttent, pratiquant l'entrisme pour dévoyer les syndicats, affaiblir leur audience. Face à ce risque majeur pour la démocratie et le progrès social, pour le monde du travail et les peuples, la responsabilité de la CGT c'est de mener le combat contre ces thèses et d'éclairer les salariés par l'information et le débat, sur la réalité des thèses et des positions du FN, sur le plan économique et social comme en matière de libertés publiques.

Si vous souhaitez recevoir des informations par mail de la section CGT finances publiques du Finistère envoyez un mail à snadgi-cgt.finistere@dgfip.finances.gouv.fr

Vous pouvez consulter notre site internet <http://www.financespubliques.cgt.fr/29/>



Bulletin d'adhésion

J'adhère au Syndicat National de la CGT Finances Publiques

NOM : Prénom :

Lieu de travail : Tél. :

Adresse électronique :

Date : Signature :